

Migrants : selon une étude officielle autrichienne, les musulmans seraient les plus difficiles à intégrer

écrit par Jean Schoving | 13 octobre 2022





Die PRESSE (Autriche)

Monde de demain – À propos de l'Europe et des musulmans

Michael Ley

En comparaison avec d'autres migrants, les musulmans représentent des problèmes plus importants en ce qui concerne l'intégration dans les civilisations en place.

Malgré les émois politiques apparus dès avant la publication de l'étude commandée par le Ministère de l'Intérieur autrichien sur les problèmes d'intégration de musulmans, il convient de prendre connaissance de deux réalités. En premier lieu, la volonté d'intégration chez les jeunes Turcs de seconde et troisième génération faiblit dans de nombreux pays européens, et deuxièmement, des enquêtes récentes prouvent l'aversion croissante des populations autochtones à l'égard des immigrants turcs et de l'islam en général. On ne peut ignorer ou réinterpréter ces faits, même s'il est possible de débattre dans le détail des données collectées.

Il n'est finalement pas déterminant que 45 pour cent des

musulmans montrent un manque de volonté ou de capacité d'intégration ou si leur nombre est inférieur. Par comparaison avec d'autres migrants, les musulmans représentent des problèmes plus importants concernant l'intégration dans les civilisations en place, et c'est pourquoi, les raisons ne peuvent en être recherchées exclusivement dans la disposition à l'intégration de la part de la population et dans les conditions institutionnelles suffisantes pour l'intégration dans les sociétés respectives. Le repli dans des sociétés parallèles ne peut pas être expliqué unilatéralement par la discrimination ou le manque d'égalité des chances.

Toutes les sociétés d'immigration doivent exiger de la part des immigrants la volonté d'intégration et la loyauté envers la communauté. On ne parle pas ici d'assimilation forcée à la culture, mais au contraire de l'acceptation des bases d'une société démocratique. Le respect de l'État constitutionnel et des droits individuels ainsi que l'acceptation de la séparation Église-État ne doivent pas être à disposition. Des cultures différentes peuvent coexister à la seule condition que des minorités ethniques et religieuses se comprennent comme élément d'une société civile commune. Dans cette optique, les associations et fédérations d'immigrants et de leurs descendants ne doivent pas pouvoir se définir comme nouvelles structures identitaires susceptibles d'être générées par l'échange interculturel. Nous sommes toutefois à des lieues de cette interculturalité – qu'il ne faut pas confondre avec l'idéologie d'un multiculturalisme.

Si on exige de la part des immigrants et de leurs enfants un effort actif d'intégration – connaissances linguistiques élevées, formation qualifiée et engagement en faveur de l'État de droit – il faut que les sociétés améliorent leurs offres d'intégration – école à temps complet, possibilités correspondantes en matière de maîtrise de la langue et de

formation etc. Une intégration manquée des musulmans signifierait la création d'un sous-prolétariat ethnique et religieux, qui menacerait – compte tenu du développement démographique – en dernier ressort l'État de droit et la paix sociale.

Les problèmes croissants d'intégration se répercutent bien entendu de façon négative sur l'attitude des populations majoritaires, ce qui se traduirait à son tour par une diminution des possibilités de résolution de cette problématique. Une nouvelle étude de l'Institut de démoscopie *Institut für Demoskopie* à Allensbach en Allemagne montre l'évolution parfois dramatique de la perception des Turcs et de l'islam.

83 pour cent des Allemands sont convaincus que l'islam est marqué par le fanatisme ; il y a deux ans, ils étaient encore 75 pour cent à approuver cette théorie. Seuls 8 pour cent des Allemands certifient à l'islam d'être une religion de paix. 62 pour cent estiment que l'islam est rétrograde, et 66 pour cent laissent entendre qu'il est antidémocratique. À la question sur l'éventuelle survenue de conflits importants entre christianisme et islam, ou entre l'Occident et la culture arabo-musulmane, les personnes interrogées sont respectivement 61 et 65 pour cent à répondre par oui.

L'opinion par rapport au christianisme a tourné au contraire nettement vers le positif, une évolution qu'on peut interpréter comme une réaction au conflit avec l'islam. C'est ainsi que 80 pour cent estiment que le christianisme est caractérisé par l'amour du prochain et que 71 pour cent mettent le christianisme en relation avec les droits de l'homme. 65 pour cent sont convaincus de la volonté de paix du christianisme et tout de même 42 pour cent de sa tolérance. Aujourd'hui, ces valeurs d'approbation du christianisme sont nettement plus élevées que lors de sondages précédents de l'année 2004, bien que l'Église

continuât à perdre des fidèles.

Cette évolution laisse penser que le christianisme est « découvert » de plus en plus comme identité culturelle dans le conflit avec l'islam. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que 58 pour cent soient d'avis que nous nous trouvons en plein dans une lutte des cultures – il y a deux ans, ils étaient 46 pour cent. **Le fossé entre les cultures s'agrandit de façon préoccupante,** et une évolution en forme de spirale se dessine : la perception de « l'autre » est plus stéréotypée, et il est ressenti comme une menace. **La stratégie d'Osama bin Laden porte ses fruits, la guerre des cultures a bien lieu.**

Michael Ley, né en 1955 à Constance, vit à Vienne. Professeur en sciences politiques à l'Université d'Innsbruck. Sont parus en dernier lieu : « *Mythos und Moderne. Über das Verhältnis von Nationalismus und politischen Religionen* » (Mythes et temps modernes. Sur la relation entre nationalisme et religions politiques).

Traduction de Jean Schoving pour Résistance républicaine

<https://www.diepresse.com/81178/welt-von-morgen-ueber-europa-und-muslime>